



**DGST/AR-2025-371  
ARRETE DU MAIRE**

**Objet : Arrêté portant modification des conditions de la circulation et du stationnement - Au carrefour de la Route Départementale 23 et de la Route Départementale 36 - Mise en service du carrefour giratoire à partir du 20 août 2025**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code de la Voirie routière et notamment le titre de la 1<sup>o</sup>-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

**Vu** l'Arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 80 partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 08-038/DDD relatif à la lutte contre le bruit et notamment l'article 5 accordant au Maire la possibilité de déroger dans des circonstances exceptionnelles aux horaires prescrits ;

**Vu** la loi du 31 décembre 1992 et ses décrets d'application de 1994 relatifs à la lutte contre le bruit ;

**Considérant** que les entreprises :

**WATELET TP - 73 rue des Pêcheurs - 78370 PLAISIR - représentée par Maxime LACROIX - tel : 06 20 04 39 55,**

**SIGNATURE - 111 rue du Docteur Babin - 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE - représentée par Alfred ASSEDI - tel : 06 35 14 90 60,**

**CITEOS, sous-traitant, représentée par CHANTIERS MODERNES CONSTRUCTION - Zac du Petit Leroy - 94550 CHEVILLY-LARUE - représentée par Loïc TESSIER - tel : 06 27 12 39 56,**

**JEAN LEFEBVRE - représentée par Aurélien MIOTTO - 113 rue Jean Jaurès - 78130 Les Mureaux - tel : 06.23.89.61.03,**

doivent réaliser des travaux de création d'un giratoire dans le projet de requalification de la Nationale 10 pour le compte de la DIRIF au carrefour de la Route Départementale 23 et la Route Départementale 36 ;

**Considérant** que ces travaux sont nécessaires pour la sécurité des usagers ;

**ARRETE**

**Article 1** : Arrêté de mise en service du carrefour giratoire dans le projet de requalification de la Nationale 10 pour le compte de la DIRIF au carrefour de la Route Départementale 23 et de la Route Départementale 36.

En conséquence de l'arrêté n° 2025-328 création du giratoire.

Les entreprises sont autorisées à occuper le domaine public afin de mettre en service le carrefour giratoire à partir du 20 août 2025 dans le projet plateaux urbains et de requalification de la Nationale 10. A charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2** : Les entreprises devront faire l'ensemble des démarches administratives (DT/DICT) avant d'intervenir physiquement sur le chantier.

**Article 3** : Le marquage des réseaux devra être réalisé et maintenu durant toute la durée du chantier.

**Article 4** : Un balisage réglementaire de signalement de chantier correspondant au type de

*Trappes, la Ville écologiste et solidaire !*

voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.

**Article 5 :** Une interdiction de dépasser, une interdiction de stationner au niveau du chantier, ainsi qu'un alternat seront mis en place par les entreprises si la situation l'exige :

**Pour la circulation en alternat :**

- Feux de chantier,
- Par signaux K10,
- Par panneaux B15 et C18,
- Pour le stationnement par panneaux B6a ou B6d,
- Pour l'interdiction de dépasser par panneaux B34.

**Article 6 :** La vitesse sera réduite à 30 km/h.  
Les zones de travaux devront être sécurisées avec des barrières de type ville de Paris.

**Article 7 :** Les entreprises procéderont aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du chantier.

**Article 8 :** Le stationnement de l'ensemble des véhicules de chantier et des personnes travaillant sur le site devra respecter le code de la route et la réglementation en vigueur.

**Article 9 :** Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R.417.10.

**Article 10 :** Les entreprises procéderont à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions de la DIRIF, SMO Seine et Yvelines Voirie et de la ville de Trappes. La ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toutes modifications qui lui semblera utile.

**Article 11 :** Les entreprises feront leur affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son activité.

**Article 12 :** Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.

**Article 13 :** Les activités de chantier sont autorisées **de 7 h 30 à 17 h 30, du lundi au vendredi sauf dimanche et jours fériés.**

**Article 14 :** Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux, ainsi qu'une communication auprès des riverains d'un plan de déviation.

**Article 15 :** Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.

**Article 16 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Télérecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 17 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Élancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

Fait à Trappes,

- 9 SEP. 2025

**Ali RABEH**  
Maire de Trappes



*Ali Rabeh*